

Introduction générale

Les régions ont pris une place croissante dans nos démocraties depuis cinquante ans, notamment en Europe occidentale. Celles-ci sont le produit de deux dynamiques inversées mais qui se renforcent : des mobilisations sociales ascendantes s'opposant aux tendances à l'uniformisation et aspirant à la différenciation territoriale ; des mobilisations institutionnelles descendantes construisant les régions comme espaces de gouvernance et de modernisation de l'État (Pasquier, 2012 ; Kernalegenn et Pasquier, 2018). Ces deux dynamiques régionalisantes peuvent être qualifiées de régionalistes, au sens où elles se conjuguent pour faire advenir des territoires dotés d'une fonction politique, d'une densité sociale voire d'un contenu culturel, qualifiés de régions. Pourtant, pour paraphraser Michael Billig (1995), le régionalisme c'est encore essentiellement l'idéologie de l'autre. Ce qui engendre deux problèmes dans la compréhension du fait régional : à quoi servent les régions aux yeux de ceux qui travaillent à leur reconnaissance ou leur institutionnalisation ? Si les régionalistes sont des acteurs politiques périphériques et marginaux, comment expliquer le succès des régions et des phénomènes de régionalismes ? Dans cet ouvrage, nous allons défendre deux thèses principales : tout d'abord que la région est un outil cognitif visant à appréhender sur une base territoriale régionale les questions sociales et politiques, d'autre part que la région est une construction polycentrée, dont la mouvance régionaliste (ou nationaliste régionale) n'a pas le monopole. Pour ce faire, nous allons comparer trois régions dans trois États d'Europe occidentale : la Bretagne, l'Écosse et la Galice.

La focalisation sur les partis « ethnorégionalistes » (de Winter et Türsan, 1998), assez courante dans les études sur le régionalisme, rend peu compte de la réalité de l'existence des régions et du sentiment régional. Si les résultats électoraux de partis autonomistes ou indépendantistes ont bien entendu du sens, ils ne suffisent pas à comprendre l'étendue du discours régionaliste, la force de l'identité régionale, ni l'attachement des habitants à leur région. Les observateurs de la Bretagne soulignent ainsi la force du sentiment régional, qui n'a pas de traduction politique apparente forte, mais classe la Bretagne parmi les régions à « forte identité », la distinguant des autres régions administratives françaises par sa « capacité politique » (Pasquier, 2004 ; Cole, 2006), son « identité » singulière (Le Coadic, 1998), son caractère de « nation invisible » (Gemie, 2007), son « ethnicité » problématique mais dynamique (Simon, 1999).

Au début des années 2000, la gauche prenait le pouvoir successivement en Écosse, Bretagne et Galice en tenant un discours explicitement régionaliste, qui n'apparaissait pas moindre en Bretagne que dans les deux autres régions (et qui distinguait par contre la Bretagne de la plupart des régions françaises). Par bien des aspects, les gauches semblent s'être emparées de la thématique régionale (y compris sous sa forme nationale) ces dernières décennies. Tendance qui ne va pas de soi vu l'histoire idéologique des gauches, notamment socialistes, largement issues du marxisme.

« Les ouvriers n'ont pas de patrie » affirmait Karl Marx dans son *Manifeste du Parti communiste* en 1848. Alors que le cœur de l'argumentation nationaliste part du principe que la division fondamentale de l'humanité consiste en clivages horizontaux qui divisent les peuples en groupes ethnographiques, le marxisme s'appuie au contraire sur l'affirmation que la division fondamentale entre les êtres humains consiste en distinctions verticales de classe, par-delà les critères nationaux donc.

En pratique, les marxistes se sont emparés dès le début de la question nationale et régionale (Haupt, Löwy et Weill, 1997 ; Forman, 1998 ; Nimni, 1991 ; Schwartzmantel, 1991 ; Dalle Mulle et Kernalegenn, 2023). Si l'on excepte la question irlandaise, leur attention s'est surtout portée sur les nationalismes d'Europe de l'Est, et sur les mouvements de libération nationale dans les empires coloniaux. La réflexion sur la question nationale et régionale dans le monde occidental a été globalement plus tardive, pragmatique plus que théorique, voire parfois considérée comme illégitime (Keating, 1992).

Les années 1960-1970 voient toutefois non seulement un développement des revendications régionalistes, mais également une réappropriation de ces questions par les gauches dans le monde occidental (Kernalegenn, Belliveau et Roy, 2020). Comment les gauches socialistes, qui se sont construites sur l'argument que les divisions politiques fondamentales sont de classe et non territoriales, ont-elles intégrées cette dimension régionaliste, pour en apparaître aujourd'hui des porteuses légitimes ? Étudier les relations entre les gauches et la question régionale au cours des années 1970 nous permettra de remonter aux sources de cette appropriation de la question régionale par les gauches, mais aussi de comprendre comment un discours « régionaliste », territorialisé au niveau régional, se construit en dehors du mouvement régionaliste proprement dit. L'accent mis sur cette dimension suscite toute une série de questions.

La fin des années 1960 et le début des années 1970 se caractérisent par une vague de mouvements sociaux. Y a-t-il un lien avec la résurgence du régionalisme et son appropriation par les gauches ? Si oui, comment et pourquoi ? Quel est le rapport des acteurs de ces mouvements sociaux à la région ? Comment, quand et pourquoi intègrent-ils cette dimension à leur répertoire idéologique, stratégique et pratique ? Quelle forme prend un régionalisme de gauche ?

Répondre à ces questions permettra d'apporter quelques éléments pour mieux comprendre ce qu'est le régionalisme, et comment une région est produite et reproduite. Comment est-ce qu'une région peut exister avec force malgré un

mouvement régionaliste politiquement faible? Qu'est-ce qui le construit et pourquoi? Se concentrer sur l'appropriation de la question régionale par les gauches permettrait en outre d'éclairer le processus de régionalisation qui a commencé en France, Espagne et Royaume-Uni à la fin des années 1970 et dans lequel les gauches ont joué un rôle déterminant. Sélectionner ces trois États comme objet d'une étude comparative a en effet du sens : États traditionnellement unitaires ils ont globalement connu une profonde modification de leur structure territoriale depuis la fin des années 1970. Choisir de focaliser notre attention sur la Bretagne, l'Écosse et la Galice permet d'étudier une région dans chacun des trois États, de taille globalement comparable mais aux aspirations politiques apparentes relativement différenciées.

Avant d'aller plus loin il est essentiel de donner une première définition de ce que nous entendons par région et régionalisme. En nous inspirant de Richard Balme (1996, p. 14) nous définirons le régionalisme comme une action collective et un cadre idéologique qui vise « à constituer ou à conforter la dimension régionale des interactions socio-politiques ». Il s'agit donc d'une force idéologique d'agrégation et de traduction des problèmes sectoriels sur des bases territoriales de niveau régional. Son produit est la région, échelon méso-sociologique (infra-étatique) d'organisation et d'action collective, globalement compacte dans l'espace et stable dans le temps.

Les nations et les régions ne sont ni vraies ni fausses dans l'absolu, contrairement aux structures juridiques que sont les États et les institutions administratives territoriales. Ce sont des outils cognitifs, des construits sociaux, qui comme les classes, les genres, les races, les ethnies ou les catégories d'âge sont basés sur une division du monde, visant à le simplifier pour mieux le comprendre, l'appréhender. Ce « sont des grilles pour conceptualiser l'unité, la différence et la division. Ce sont des représentations sociales et politiques et non des groupes concrets ou permanents » (Anthias, 2001, p. 377). Le fait de construire et/ou d'utiliser cet outil qu'est la nation ou la région s'appelle le nationalisme ou le régionalisme. Le nationalisme et le régionalisme ne sont donc pas des idéologies en soi, mais des éléments idéologiques plus ou moins centraux dans des construits idéologiques plus vastes (Freeden, 1998). Cela dit, ces construits sociaux ne sont pas neutres et leur construction et utilisation mènent à une certaine vision orientée du monde.

Le nationalisme et le régionalisme sont des éléments idéologiques de même nature, basés sur une division horizontale du monde, de la réalité sociale, c'est-à-dire une division basée sur des critères territoriaux et/ou culturels, plus que sur des critères socio-économiques (contrairement aux classes donc) mais elles visent souvent à expliquer des phénomènes socio-économiques en les justifiant, dévoilant, dénonçant. Traditionnellement « nation » et « nationalisme » renvoient à un niveau étatique (l'État-nation) ou à une aspiration étatique (séparatisme dans la perspective de créer un nouvel État-nation), la « région » et le « régionalisme » quant à eux renvoyant à un niveau infra-étatique et à une gestion territoriale ne remettant pas en cause la légitimité de l'État-nation. Cela peut être utile comme distinction, mais la réalité est plus complexe : ainsi, comme nous le verrons,

qualifier l'Écosse de « nation » ou la Galice de « nationalité » n'implique pas forcément le séparatisme, l'aspiration à un État propre ; de même, certains de nos acteurs assument tout à fait une qualification de « nationaliste » ou de « nationalitaire », tout en rejetant toute aspiration séparatiste. Tout au long des pages qui suivent nous qualifierons toutefois nos trois territoires, Bretagne, Écosse et Galice, de « région » par souci d'harmonisation lexicale, et les aspirations altérianes que nous étudierons seront qualifiées de « régionalistes¹ ». Choix qui n'a aucun caractère normatif ou prescriptif. Pour cette raison, nous éviterons d'ailleurs au maximum les termes de « nation » et « nationalisme », y compris en référence à l'État (pour le niveau duquel nous utiliserons de préférence les termes d'« étatique » et, au besoin, de « nationalisme étatique »).

Au final, l'objet de notre recherche est l'analyse du processus de production du territoire et de l'identité bretons, écossais et galiciens. Notre propos est de rendre compte de la construction sociale qui légitime l'existence de ces trois régions. Il ne s'agit donc pas de justifier ou d'invalider le discours régionaliste, mais de l'analyser en tant que discours producteur d'une certaine réalité sociale. Il apparaîtra que les organisations étudiées sont parties prenantes de la lutte symbolique visant à produire la « réalité » régionale du territoire, et prennent complètement part au processus sociohistorique qui vise à donner du sens à leur région comme territoire construit et entité humaine. En effet, la « réalité » nationale ou régionale d'un territoire est le produit de luttes symboliques et d'un processus sociohistorique qui inscrit un ensemble de schémas dans les esprits.

Les régionalismes : apports et limites de la littérature

Une façon traditionnelle de présenter la littérature sur le nationalisme (étatique et régional) est de distinguer les approches essentialistes, fonctionnalistes et constructivistes, souvent en les opposants (Özkirimli, 2000). La première approche se caractériserait par l'accent qu'elle met sur le temps long, et notamment sur l'existence de prénotations et d'un « matériau ethnique » avant leur politisation à partir du XIX^e siècle. L'approche fonctionnaliste se caractérise généralement par le lien de causalité très fort qu'elle fait entre l'avènement du nationalisme et l'avènement de la modernité, et notamment du capitalisme ou de l'industrialisme. Elle explique le nationalisme comme résultat ou vecteur de transformations avant tout d'ordre macro, socio-économiques principalement. Enfin, l'approche constructiviste met l'accent sur les acteurs du nationalisme, et sur l'idée que c'est le politique qui crée la nation. Elle voit donc la nation avant tout comme un construit social créé par les nationalistes.

1. Il y a une très grande diversité de termes utilisés dans la littérature pour qualifier les aspirations nationales infra-étatiques : nationalisme minoritaire (KEATING, 1996), ethnonationalisme (CONNOR, 1994 ; GRÜBER, 1997, etc.), nationalisme ethnique (BRASS, 1994), ethno-régionalisme (de WINTER et TÜRSAN, 1998), nationalisme régional (KEATING, 1988), nationalisme périphérique (CABRERA, 1992), etc. Si « régionalisme » est probablement le plus faible de ces termes, il est pertinent ici parce que nous travaillerons essentiellement sur des acteurs qui ne portent pas l'aspiration à un État propre. Toutefois, il convient de reconnaître qu'il y a un continuum entre le « régionalisme » le plus modéré et le « nationalisme régional » le plus affirmé.

Si ces différentes théories du nationalisme se sont souvent construites en opposition les unes aux autres, elles se complètent et permettent de voir chacune des facettes différentes de ce phénomène complexe, avec leurs apports et leurs limites propres. En effet, les recherches sur le nationalisme ont principalement mis l'accent sur trois éléments différents. Le premier, et plus populaire, élément a été l'étude des liens entre le nationalisme, la construction des nations, et les changements structurels associés aux forces de modernisation. C'est donc la composante socio-économique de l'avènement des nations et du nationalisme. Un second élément de focalisation de la recherche est le matériau qui a permis la construction de nations, et donc le matériau prénational, « ethnique », des nations. Le second élément est donc la culture. Le troisième élément, politique, consiste en l'étude des acteurs de la construction des nations.

Les sources structurelles du régionalisme

Jusqu'aux années 1970 la compréhension du phénomène national était largement dominée par le modèle diffusionniste, élaboré tout particulièrement par Karl Deutsch (1966 [1953]). Cette théorie, qui expliquait la construction des États-nations par la « communication sociale », postulait que l'intégration politique était un phénomène uni-directionnel et irréversible, qui allait du centre vers la périphérie. Elle soulignait que les démocraties occidentales étaient à la dernière étape de leur processus d'intégration, et donc globalement à l'abri des forces centrifuges des nationalismes régionaux, qui ne seraient qu'une « révolte contre la modernité » (Lipset, 1981).

Le réveil des nationalismes régionaux au cours des années 1970 a toutefois largement infirmé ce modèle, provoquant en retour un investissement nouveau des sciences sociales sur ces phénomènes non expliqués par la théorie. Deux approches ont particulièrement marqué les années 1970 : les thèses du « colonialisme intérieur » et du « développement inégal du capitalisme ». Contrairement à la vision selon laquelle la modernisation est une force puissante d'homogénéisation elles soutiennent au contraire que les processus de modernisation sont conflictuels et vecteurs d'hétérogénéité.

La thèse du colonialisme intérieur a principalement été développée par Michael Hechter dans son ouvrage sur la frange celtique des îles Britanniques (Hechter, 1975). Il y soutient que l'industrialisation a aggravé une situation économique de dépendance et d'inégalité de la périphérie celtique vis-à-vis de l'Angleterre. Au lieu d'une culture nationale, il existerait une culture centrale qui domine les cultures périphériques par le biais d'une division culturelle du travail entre le centre et la périphérie. Le nationalisme périphérique naîtrait donc naturellement de la prise de conscience d'une situation de dépendance et d'exploitation.

La théorie du développement inégal du capitalisme est principalement développée par Tom Nairn, notamment dans *The Break up of Britain* (Nairn, 1981). Souhaitant proposer une analyse matérialiste du nationalisme, Nairn suggère que c'est en se concentrant sur les effets contradictoires et désastreux

du développement inégal du capitalisme que l'on peut espérer comprendre le nationalisme, comme conséquence politique d'un sous-développement relatif. Si le nationalisme ne peut être réduit à des tendances économiques, ces dernières seules confèrent une réelle force à l'expression du nationalisme estime-t-il.

Ces théories n'ont pas été sans avoir un certain impact sur l'analyse de nos trois régions. Les ouvrages de Hechter et Nairn portent d'ailleurs tous deux dans une large mesure sur l'Écosse. De même, Suzanne Berger (1977) suggère comme une des causes de l'accroissement du régionalisme en Bretagne la prise de conscience accrue des disparités entre les régions. Selon elle, un nombre croissant de revendications ont une base régionale objective dans les années 1970.

De très nombreuses critiques ont été formulées à l'encontre de ces deux théories. Tout d'abord, elles auraient tendance à réduire la théorie à une équation où le nationalisme régional est vu comme une réponse directe à une situation objective de dépendance économique et spatiale, sans expliquer notamment pourquoi il y a un tel intervalle de temps entre la révolution industrielle et l'émergence de nationalismes régionaux. En outre elles sont trop souvent contredites par les faits. En effet, c'est souvent dans les régions les mieux développées, comme la Catalogne et le Pays basque, que se développent les nationalismes régionaux les plus puissants (Breuilly, 1993). À l'inverse, ces théories n'expliquent pas pourquoi aucun mouvement régionaliste ne se développe dans des régions clairement sous-développées à l'instar du Nord de l'Angleterre. McCrone (1992) dénonce le caractère « externaliste » de ces théories, qui aboutissent par trop à vouloir expliquer l'émergence d'un nationalisme régional par des facteurs externes au territoire régional.

Si le caractère mécanique de ces deux théories n'est pas valide, elles gardent toutefois une certaine pertinence pour analyser le discours des acteurs régionalistes, le construit qu'ils font de la situation. Comme nous le verrons, construire discursivement une analyse de sous-développement territorial est un élément central de la rhétorique régionaliste de nos trois régions.

Les années 1980 se caractérisent par l'émergence de théories plus élaborées du nationalisme, mettant l'accent sur ses sources structurelles et sur sa modernité. Le principal auteur ici est sans conteste Ernest Gellner, avec *Nations and Nationalism* (1983). Tenant d'une approche résolument moderniste, Gellner voit le nationalisme comme un phénomène spécifique correspondant à la transition d'une société agraire à une société industrielle, qui requiert une force de travail spatialement malléable, socialement mobile et donc culturellement homogène pour une communication indifférenciée à l'échelle de l'État. Le développement inégal de l'industrialisation crée un nouveau système de stratification, territorial, considéré comme illégitime s'il s'ajoute à des différences d'ordre culturel (linguistique notamment – l'ère nationale suppose que les nations doivent être gouvernées par des conationaux). Le nationalisme (d'État) prend en effet la forme de l'imposition d'une « haute culture » à une société où n'existaient auparavant que des « basses cultures ». Le nationalisme régional émergerait donc quand une petite bourgeoisie régionale, empêchée dans ses aspirations d'ascension sociale au niveau de l'État (notamment parce que n'ayant pas été éduquée dans la « haute

culture » nationale, qui ne lui est donc pas « naturelle »), transformerait la « basse culture » régionale en une « haute culture » alternative, légitimation suffisante à la revendication d'un État propre, *a fortiori* si la région est défavorisée par le développement inégal de l'industrialisation.

Parmi les critiques qui ont été faites à Gellner plusieurs méritent d'être soulignées. Tout d'abord, on peut estimer que l'approche de Gellner est par trop fonctionnaliste, expliquant de manière très mécanique l'émergence du nationalisme par sa fonction dans la société industrielle (Breuilly, 1993). Son modernisme trop absolu est également problématique, et démenti par les faits : nombre de nationalismes ont émergé avant l'industrialisation du territoire sur lequel ils portent (qu'on pense à l'Amérique latine, à l'Irlande ou à la Grèce), et d'autres se sont développés très postérieurement à l'industrialisation (c'est le cas tout particulièrement du nationalisme écossais, mais également de nombre d'États issus de l'éclatement de l'URSS) [Hutchinson, 1994]. Un autre problème fondamental est le caractère globalement apolitique de l'approche de Gellner au sens où son nationalisme est sans acteurs. Gellner exprime un désintérêt total pour l'idéologie nationaliste et ses théoriciens, qu'il considère de l'ordre de l'épiphénomène (O'Leary, 1998). Enfin, pour lui, les populations confrontées à l'homogénéisation par une autre culture n'ont que deux choix : accepter l'homogénéisation ou faire sécession. Il n'y a aucune place dans sa théorie pour les alternatives telles que la décentralisation, le fédéralisme, l'autonomie régionale (O'Leary, 1998). Globalement, sa stimulante théorie ne convient pas vraiment à la compréhension des aspirations régionales dans nos trois régions.

Évoquons enfin une dernière contribution fondamentale des années 1980 : celle de Benedict Anderson sur « *L'imaginaire national* » (1996 [1983]). Comme il l'explique dans sa préface à l'édition française, son ambition en écrivant ce livre était d'« essayer de changer notre approche du nationalisme dans un esprit anthropologique comme une manière d'être-au-monde à laquelle nous sommes tous soumis, plutôt que simplement l'idéologie politique de quelqu'un d'autre » (Anderson, 1996, p. 9). C'est dans cette idée que s'inscrit sa désormais célèbre définition de la nation : « une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine » (Anderson, 1996, p. 19).

Si son approche est constructiviste – pour Anderson la nation est un « artefact culturel d'un type bien particulier » (Anderson, 1996, p. 18) ayant essentiellement émergé au XVIII^e siècle –, elle est également fondamentalement structuraliste. Cherchant à dégager les raisons sociales de l'avènement des nations, il met avant tout l'accent sur le « capitalisme de l'imprimé », expliquant que les « langues d'imprimerie jetèrent les bases de la conscience nationale de trois façons bien distinctes. En tout premier lieu, elles créèrent, au-dessous du latin, mais au-dessus des langues vernaculaires parlées, des champs d'échange et de communication unifiés. [...] En deuxième lieu, le capitalisme de l'imprimé donna au langage une fixité inédite qui, à la longue, contribua à forger cette image d'ancienneté tellement capitale pour l'idée subjective de nation. [...] En troisième et dernier lieu, le capitalisme de l'imprimé a créé des langues de pouvoir d'une toute autre

nature que les anciennes langues administratives vernaculaires » (Anderson, 1996, p. 55-56). Globalement, l'approche de B. Anderson est très matérialiste dès lors que sa recherche consiste principalement à dégager le rôle des techniques de communication (imprimerie, presse, etc.), des institutions (administrations, systèmes scolaires, musées, etc.) et des objets (cartes géographiques, etc.) comme facteurs de création du sentiment national.

La principale limite que nous souhaitons soulever dans l'approche d'Anderson est celle que Breuilly (1985) qualifie de « réductionnisme culturel » d'Anderson. Anderson estime en effet que le nationalisme se rapproche plus de phénomènes tels que la « parenté » ou la « religion » que d'idéologies telles que le « libéralisme » ou le « fascisme » (Anderson, 1996, p. 19). Il sous-estime dès lors la dimension politique du nationalisme, et donc le rôle des acteurs politiques dans l'émergence et la diffusion du nationalisme.

Le matériau du régionalisme

Les approches structuralistes ont globalement échoué à établir des liens de causalité irréfutables entre des phénomènes socio-économiques et l'avènement du nationalisme. Tout au plus ont-elles démontré la concomitance de ces phénomènes, qui ne se réalise en outre même pas toujours. Comme l'ont bien mis en évidence Smith (1986) ou encore Connor (1994), elles ne donnent que peu d'explications pour comprendre pourquoi un phénomène nationaliste/régionaliste émerge à tel endroit et pas à un autre aux conditions et au développement socio-économique similaires. Or ces aspirations n'apparaissent pas de manière aléatoire. À partir des années 1980, tout un ensemble de chercheurs se sont attachés justement à mieux comprendre la géographie des revendications nationales/régionales, notamment en se penchant sur les matériaux du nationalisme/régionalisme, plus particulièrement par une nouvelle valorisation du temps long. Ils se sont ainsi interrogés sur la constitution différenciée au cours du temps d'identités, de langues, de traditions diverses territorialisées.

La contribution d'Anthony D. Smith, principal auteur de l'approche « ethno-symboliste », est déterminante dans cette perspective. Pour trouver une alternative aux déficiences des théories modernistes et fonctionnalistes de la nation, mais également des théories constructivistes dont il est très critique, Smith a recours à la catégorie générique d'ethnie. Dans *The Ethnic Origins of Nations* (1986), il explique ainsi que les nations tirent leurs origines d'ethnies, « antécédents prémodernes » (Smith, 2000, p. 64) qui, à travers un ensemble de mythes, de mémoires collectives, de symboles et de pratiques culturelles, leur fournissent une identité déterminée, mais non immuable. Les intellectuels nationalistes, sortes d'« archéologues » du passé (Smith, 1995, p. 13), disposent ainsi d'un répertoire où ils peuvent sélectionner, reconstruire et réinterpréter. Sans ces composantes ethniques, l'apparition d'une revendication nationale/régionale est peu probable. Dès lors, pour comprendre la formation des nations il faut s'intéresser

aux structures sociales et culturelles sur la longue durée (Armstrong, 1982), et donc au legs de toute une histoire territoriale.

L'intérêt de ces approches, notamment par rapport aux approches fonctionnalistes ou ultra-constructivistes, est de rappeler que les nationalismes ne se constituent pas n'importe où, au hasard, par une simple force extérieure, que celle-ci soit économique, sociale ou politique, ou par une simple volonté humaine. Cette insistance sur le temps long nous semble fondamentale pour comprendre le matériau, aussi bien tangible (langues, institutions, traditions, etc.) que cognitif (représentations mentales, *doxa*), dont disposent les acteurs régionalistes (mais qui les conditionne également dans une certaine mesure).

L'ethno-symbolisme n'en est pas moins susceptible de dérives essentialistes. Il a tout particulièrement été reproché aux tenants de cette approche de sous-estimer les différences entre les communautés ethniques prémodernes et les nations modernes, voire de ne proposer en réalité qu'une version sophistiquée de nationalisme (Özkirimli, 2003). En outre, ils ne proposent pas réellement d'hypothèses fortes pour expliquer pourquoi tel élément du passé ethnique se transforme en mythe au moment de l'émergence nationaliste, alors que d'autres éléments potentiellement utilisables disparaissent complètement ou ressurent ultérieurement. De même, leur concept de « mémoire collective » a tendance à personifier les nations, et à ne pas démontrer réellement l'extension de ces « mémoires » au-delà des élites et intellectuels. Enfin, ils ne proposent aucune explication sur le maintien, la reproduction, à l'ère moderne des identifications nationales, négligeant tout particulièrement les éléments institutionnels et politiques.

Les acteurs du régionalisme

L'approche ethno-symboliste si elle enrichit notre compréhension du phénomène nationaliste/régionaliste en nous obligeant à nous intéresser à la longue durée et aux matériaux du régionalisme, souffre de considérer par trop les phénomènes identitaires comme des données. Elle ne nous suffit donc pas pour comprendre comment les nations/régions sont formées, transformées et cristallisées. Ainsi, postulant que ces identités sont politiques par définition, elle ne donne aucune piste pour en étudier les phénomènes de politisation. D'autres auteurs s'intéressent également aux matériaux du nationalisme/régionalisme, mais en partant des acteurs qui les utilisent et donc en mettant l'accent sur le travail politique qu'ils font avec ces matériaux. Ces auteurs adoptent une approche constructiviste : s'ils admettent pour nombre d'entre eux qu'il existe des matériaux du nationalisme/régionalisme, ces matériaux sont neutres en eux-mêmes. Ils ne prennent sens, ou en tous cas une dimension politique, qu'une fois mobilisés, relus, traduits, par une rhétorique régionaliste/nationaliste. Le nationalisme et le régionalisme ne peuvent pas être compris en dehors de ce travail politique (Breuilly, 1993).

Eric Hobsbawm est certainement l'auteur le plus symbolique de cette approche constructiviste centrée sur les acteurs, à travers *The Invention of Tradition* (1983), ouvrage qu'il a codirigé avec Terence Ranger, et *Nations and Nationalism*

since 1780 (1990). Le cœur de son approche est que les nations sont les produits d'une « ingénierie sociale », tout particulièrement par le biais de « traditions inventées » (Hobsbawm, 1995, p. 1-14). Celles-ci se présentent comme étant dans la continuité d'anciennes situations, mais sont en réalité des réponses à des situations nouvelles. Principalement dynamique au cours des années 1870-1914, cette invention de la tradition serait l'œuvre des élites dominantes, réagissant à la menace que représentait pour eux la démocratie de masse, pour créer de la cohésion sociale (par le biais de l'éducation, de la mise en place de cérémonies publiques et de la production de monuments publics). Dès lors, pour Hobsbawm (1992), ce ne sont pas les nations qui produisent des États et des nationalismes mais exactement l'inverse.

Les ethno-symbolistes ont reproché entre autres à Hobsbawm son approche descendante, trop centrée sur les élites, qui néglige la réception par les masses (pourquoi et comment cette « manipulation » aurait autant de succès? quel est le rôle et l'implication des classes populaires?) [Smith, 1995]. Smith regrette que chez nombre de constructivistes l'« invention » signifie plus souvent « contrefaçon » que « recombinaison » (Smith, 2000, p. 85).

Anne-Marie Thiesse (1999) également part de la constatation que « les nations modernes ont été construites autrement que ne le racontent leurs histoires officielles », mais de manière plus concrète. Elle tente d'appréhender « le processus de formation identitaire [qui] a consisté à déterminer le patrimoine de chaque nation et à en diffuser le culte » (Thiesse, 1999, p. 11-12). Elle met l'accent sur les acteurs de cette construction identitaire, et notamment les intellectuels, écrivains, historiens, hommes politiques, qui participent à l'élaboration des divers éléments qui caractérisent la nation, évoquant à ce propos une « checklist » identitaire (*ibid.*, p. 228) : identification des ancêtres et héros nationaux, fabrication d'une langue normalisée, élaboration d'une histoire nationale, mise en avant de traditions distinctives, etc. Elle ne se centre pas pour autant sur les « élites », et rappelle par exemple le rôle des « consommateurs », dont « le soutien à la construction (nationale) n'est pas à négliger » (*ibid.*, p. 157). En comparant à chaque fois les processus dans divers pays d'Europe, dégageant les échanges culturels et idéologiques entre les nations, elle démontre singulièrement le « cosmopolitisme du national » (*ibid.*, p. 64).

Deux pistes de recherche

Cet exposé, certes très sélectif, révèle un objet riche de ses angles d'analyse. Chaque théorie propose un levier pour comprendre partiellement le phénomène nationaliste. Des théories structuralistes, nous retiendrons que la domination et le sous-développement perçus sont des éléments potentiellement forts dans l'émergence d'une rhétorique régionaliste, et tout particulièrement l'analyse du développement inégal de l'industrialisation, du capitalisme. En outre, nous pouvons également admettre que le dynamisme des revendications nationalistes et régionalistes correspond souvent à des périodes de changements structurels

profonds. Des approches ethno-symbolistes nous retiendrons l'accent mis sur le temps long, et notamment sur la valorisation des matériaux du nationalisme/régionalisme, pour comprendre la géographie des revendications nationales/régionales. Mais notre travail s'inscrira avant tout dans une perspective constructiviste. Les grandes tendances socio-économiques, les matériaux du régionalisme/nationalisme, ne prennent un sens politique qu'au prisme du discours des acteurs. Les régions et nations sont des construits sociaux, produits d'un travail politique de sélection, interprétation, bricolage, par des acteurs qu'on peut qualifier de régionalistes ou nationalistes. Les régions et nations ne sont donc pas des données mais des produits de l'imagination humaine en constante élaboration et évolution. Notre approche constructiviste sera toutefois « modérée » ou « réaliste » (Máiz, 2003a) : il ne s'agit pas de nier l'existence d'éléments « réels » (langues, histoire, spécificités culturelles, etc.), qui limitent et cadrent donc l'imagination, mais d'affirmer qu'ils ne prennent un sens politique « régionaliste » ou « nationaliste » qu'au travers d'un travail politique.

Curieusement, alors que le nationalisme/régionalisme relève avant tout de l'idéologie, il nous semble, à l'issue de cette revue de la littérature dominante sur la question, que ce qu'il manque le plus c'est une réflexion en profondeur sur cette dimension idéologique du nationalisme/régionalisme. Comme l'ont pourtant démontré les approches constructivistes, plus que les conditions économiques et sociales et les legs culturels et historiques, c'est l'idéologie qui donne sens à la nation/région. De fait, la littérature existante véhicule trop souvent une vision superficielle et normative – généralement hostile ou condescendante – de l'idéologie nationaliste, et *a fortiori* du nationalisme minoritaire, du régionalisme. Nous faisons au contraire le pari de prendre l'idéologie nationaliste/régionaliste au sérieux, d'en interroger la rationalité, alors que trop de théoriciens postulent son irrationalité (Tamir, 1999).

Dans cette perspective, nous tenons à nous distinguer de certaines tendances des approches constructivistes qui ont souvent une vision instrumentaliste du nationalisme, dues notamment à leur focalisation sur les élites (qui créeraient le nationalisme pour occuper et dominer les masses). Contrairement à l'approche dominante qui sous-entend le sens de « manipulation » au terme « construction », nous assimilerons plutôt la construction idéologique à un acte d'imagination, de transformation et de cognition. Nous souhaitons ainsi nous interroger sur les raisons et les modalités de sa diffusion en dehors des élites. Ne serait-ce pas parce qu'elle sert à quelque chose ?

Autre problème de cette littérature, elle n'explique pas assez la force et le rôle des identités territoriales en dehors de la sphère proprement nationaliste/régionaliste. Ceci est particulièrement évident en Bretagne où existe un fossé, non expliqué, entre la faiblesse de la mouvance ethnorégionaliste et la force et la diffusion du sentiment identitaire breton. C'est pourquoi nous proposons de nous attarder sur la création nationale ou régionale en dehors des cercles proprement nationalistes.

Mentionnons enfin une focalisation trop importante sur l'État. Les nationalismes régionaux sont ainsi souvent négligés car sans État, *a fortiori* quand ils ne cherchent pas à en avoir un : la littérature oublie trop souvent que les revendications régionales et nationales peuvent être gérées par d'autres outils institutionnels que l'alternative unification/séparation, tels que la décentralisation, le fédéralisme, l'autonomie régionale.

Ce sont quelques-uns de ces angles relativement sous-investis de la recherche que nous souhaitons étudier dans le cadre de cet ouvrage pour pouvoir répondre à notre problématique initiale. Notre projet aura deux dimensions.

Tout d'abord, nous souhaitons explorer une origine multivariée à la construction territoriale (nationale/régionale), hors du champ nationaliste proprement dit. La littérature s'intéressant au nationalisme/régionalisme, trop focalisée sur les élites, les intellectuels nationalistes, la gestion descendante des territoires, a une dimension trop instrumentale, par en haut, que nous souhaitons amender par une approche par en bas. Comment, concrètement, à la base, au niveau militant « ordinaire », est intégrée la question régionale dans les pratiques et les discours et par qui ? Comment la région est-elle produite et reproduite ? Qu'est-ce qui la fait exister au quotidien, *a fortiori* quand le mouvement régionaliste est faible voire marginal ?

Parallèlement, nous souhaitons mieux comprendre pourquoi et quand cette question est intégrée dans les discours et pratiques militantes. Si nous ne nions pas la dimension émotionnelle du phénomène régionaliste nous souhaitons également poser l'hypothèse que si le régionalisme connaît un tel succès c'est qu'il sert aussi à quelque chose, qu'il est considéré comme pouvant aider à réfléchir sur les problèmes socio-économiques, culturels et politiques. Nous souhaitons donc postuler la dimension cognitive du régionalisme, c'est-à-dire l'idée que la région serait un outil cognitif pour appréhender le monde social.

Production et reproduction de la région : pour une approche par le bas et polycentrée

Les mouvements culturels et leurs élites (Thiesse, 1999) et les partis politiques ethno-régionalistes (de Winter et Türsan, 1998 ; Elias et Tronconi, 2011) ont largement participé à la construction et à la représentation sociopolitique des régions. D'autres acteurs pourtant, à l'instar des acteurs économiques, des mouvements sociaux hors de la sphère régionaliste (ouvriers, paysans, antinucléaires, etc.), des syndicats, restent largement méconnus dans leur rôle régional, alors qu'ils peuvent avoir un rôle décisif dans l'élaboration de l'image du territoire régional, dans sa densification en tant que réalité sociale, et dans sa création en tant qu'espace politique. La compréhension de la production et de la reproduction de la région en dehors de la sphère régionaliste *stricto sensu* reste par bien des aspects un angle marginal de la recherche (en tous cas en tant qu'objet d'étude spécifique explicite).

De Stein Rokkan à Michael Keating toutefois, tout un ensemble de chercheurs sur la question régionale proposent des outils et des réflexions stimulantes pour une approche diversifiée et/ou ascendante du régionalisme, dans la continuité desquels nous espérons nous situer. De même, la contribution de Michael Billig sur le nationalisme banal est profondément heuristique pour comprendre la reproduction quotidienne inconsciente des nations. En nous inspirant de son approche, nous espérons, en défendant le concept de « régionalisme banal », décentrer le regard pour souligner que le régionalisme ce ne sont pas les autres, que le régionalisme est dans la texture même de tout discours régional, de toute pratique régionale.

Pour une approche diversifiée et ascendante de la construction régionale

Deux approches complémentaires, mais largement séparées, coexistent pour comprendre le régionalisme : la première rend compte du régionalisme comme mobilisation ascendante d'acteurs locaux qui travaillent à assurer une mise en ordre des dynamiques locales sur une base régionale, et se focalise tout particulièrement sur l'analyse des mouvements régionalistes (Touraine *et al.*, 1981), tandis que la seconde rend compte de la gestion descendante des territoires dans le cadre des mécanismes étatiques d'intégration nationale (Grémion, 1979).

Stein Rokkan et Derek Urwin (1982 et 1983), les premiers, tentent de concilier, dans un cadre d'analyse global, ces deux modalités d'un ordre politique régional en définissant les régionalismes comme des mobilisations politiques adressées à l'État dans une dynamique de contestation du processus de construction nationale. Focalisant leur attention sur les décalages entre la construction d'un système militaro-administratif, d'un système économique et d'un système culturel, ils examinent l'ensemble des caractéristiques de l'épaisseur sociale du régionalisme au prisme de ces trois dimensions. Si ce questionnement politique prend place avant tout dans les territoires où existe une identité culturelle spécifique, il ne se limite pas, démontrent-ils, à une mouvance régionaliste *stricto sensu* mais à l'ensemble des groupes structurés régionalement.

À partir des années 1980, l'analyse centre/périphérie perd de sa centralité. Elle est remplacée par un ensemble d'analyses qui pensent le régionalisme comme une mobilisation ascendante permettant de concilier des dynamiques plurielles et à plusieurs niveaux dans des projets ou des cadres d'interaction stabilisés à un niveau territorial (Fournis, 2006). Dans une perspective néoinstitutionnaliste, Olivier Nay envisage la région comme « un ensemble de modèles de comportement et de systèmes de valeurs partagés par une communauté sociale, et qui, par leur stabilité et leur récurrence, orientent les pratiques et les conduites des acteurs sociaux » (Nay, 1997, p. 14). S'intéressant à « l'apprentissage » de la région, Olivier Nay suggère que l'institutionnalisation de la région est un phénomène de structuration (par sédimentation) de règles, de normes et de liens d'interdépendance entre les acteurs régionaux.

La densité sociale des réseaux régionaux, et leur rôle « régionalisateur », a également pu être saisie par le biais d'une approche territorialisée de la gouvernance s'intéressant à l'échelon régional (Le Gallès et Lequesne, 1997). En se penchant sur la reconfiguration de l'action publique territoriale, ces auteurs suggèrent le rôle de la coopération entre acteurs publics et privés, structurant des réseaux territorialisés, et s'appuyant sur les ressources disponibles (identité, économie régionale, etc.). Intégrant cette approche, Richard Balme propose une approche, qu'il qualifie de néorégionaliste (1996), appréhendant la régionalisation de l'action publique comme « l'institution d'un espace régional d'interdépendance et d'action collective entre les participants aux processus de l'action publique » (Balme, 1997, p. 180).

Dans la même optique, plus focalisé sur les mobilisations collectives et les acteurs régionaux, Michael Keating rend compte de ces espaces qui possèdent la capacité à mobiliser sur une base régionale l'ensemble des ressources (politiques, culturelles, socio-économiques) et acteurs (mouvements sociaux, organisations, institutions) dans un projet collectif, construisant par là même la réalité sociale de la région. Pour lui, « les territoires sont le produit d'interactions complexes entre leur environnement extérieur, économique, politique et institutionnel, d'une part ; et leur vie interne d'autre part » (Keating, 1998, p. 8).

Ainsi, l'analyse du phénomène régionaliste, du nationalisme infra-étatique, ne peut se limiter à la mouvance régionaliste :

« La construction nationale n'a pas été seulement l'œuvre des nationalistes conscients. La majeure partie de ce phénomène a été une réponse à des problèmes politiques et à la recherche de solutions pragmatiques à des questions territoriales ou culturelles » (Keating, 1996, p. 217)².

Michael Keating incite dès lors à appréhender le régionalisme, et plus largement la construction de la région, comme une « réalité » sociale, de manière pluraliste, en soulignant même son caractère souvent inconscient et involontaire.

Intégrant cette littérature, Yann Fournis (2006), aborde le régionalisme breton en termes de « mécanisme régional ». Il appréhende la diversité et la multiplicité des mobilisations territoriales dans divers secteurs d'activité sociale (la culture, la politique et l'économie) en suggérant comment ces mobilisations régionales finissent par instituer une réalité « opératoire », instaurant progressivement une densité sociale à la Bretagne. Il entend donc le régionalisme comme la sédimentation historique de ces phénomènes sur le long terme, produisant la réalité régionale.

De même, Romain Pasquier (2004), par son concept de « capacité politique des régions » met l'accent sur le processus historique producteur d'« un ensemble de pratiques et de représentations sédimentées » qui structure et oriente l'action des acteurs sur un territoire régional (*ibid.*, p. 28). Il s'intéresse ainsi à la capacité différenciée à constituer des coalitions d'intérêts territorialisés, et donc au rôle des réseaux régionalisés dans la production même de la région.

2. Cette traduction, comme toutes celles de cet ouvrage, sont de notre fait.

Le régionalisme banal

C'est à partir d'un paradigme radicalement différent, il est issu de la psychologie sociale, que Michael Billig, dans *Banal Nationalism* (1995), nous donne des outils pour appréhender la production et reproduction de la région. Pour lui, il y a quelque chose de profondément trompeur dans l'acception traditionnelle du mot « nationalisme » : il situe toujours le nationalisme à la périphérie, en faisant une force non seulement exotique mais périphérique, qualifiant les autres, jamais « nous ». Les habitudes idéologiques par le biais desquelles « nos » nations sont reproduites comme nations ne sont pas nommées, et ne sont dès lors pas remarquées. Ce qui n'est pas sans soulever quelques questions sur les chercheurs qui étudient le nationalisme des autres mais rendent le leur invisible.

Billig propose dès lors d'introduire un nouveau concept : le « nationalisme banal ». Celui-ci vise à élargir le concept de nationalisme pour couvrir également les moyens idéologiques par le biais desquels les États-nations sont reproduits. Le nationalisme suggère-t-il, loin d'être exceptionnel et intermittent dans les nations établies, est la condition endémique. Distinguant le nationalisme banal du « nationalisme passionné » (*hot nationalism*), il n'en avertit pas moins : banal ne veut en rien dire bénin.

Le concept de nationalisme banal aide à attirer l'attention sur le pouvoir d'une idéologie qui est si familière qu'elle est à peine remarquée. Le nationalisme banal est l'idéologie qui permet à l'État-nation d'exister, mais qui reste invisible tant qu'elle n'est pas ouvertement contestée. « L'image métonymique du nationalisme banal n'est pas un drapeau agité consciemment avec une passion fervente ; c'est le drapeau qui passe inaperçu sur un bâtiment public » (Billig, 1995, p. 8).

Dans les nations établies, explique Billig, la nationalité est constamment rappelée, signalée : la nationalité est inscrite au plus profond des routines de la vie. Toutefois, les signes, les rappels, sont si nombreux et font partie de notre environnement social de manière tellement familière, qu'ils opèrent de manière inconsciente. Le rappel n'étant pas vécu comme un rappel est de fait oublié instantanément.

Billig s'attache donc à donner à voir et à analyser ces signaux du nationalisme banal. Par une analyse linguistique, il souligne que ces signaux sont au cœur du discours des politiciens. « En s'adressant à la nation qu'il prétend représenter ("défendre"), il la représente ("dépeint") en prétendant s'adresser à elle » (Billig, 1995, p. 98). Le politicien, en effet, s'adressant à « nous », affirmant connaître « nos » intérêts, « nous » dépeint inconsciemment.

Il le fait par le biais de ce que Billig nomme les « deixis de la patrie ». Il souligne en effet que les mots cruciaux du nationalisme banal sont souvent les plus petits : « nous », « ce » et « ici ». Des mots comme « ce » et « le » peuvent avoir inconsciemment un poids crucial : « l' » économie, « le » pays, « le » Premier ministre, etc. signifient en fait « notre » économie, « notre » pays, « notre » Premier ministre. Les deixis sont des signaux très discrets. Néanmoins, leur effet est important dès lors qu'ils transforment la maison (l'État) en chez-soi (la Nation). Ces « le » et « ce » créent le monde concret, quotidien, rassurant de l'État-nation bien connu.

Ces deixis de la patrie fondent également la structure des journaux, et ils n'apparaissent pas uniquement dans les pages sportives, mais aussi dans les pages de société ou de météo (qu'on pense à la carte météo, qu'on voit tous les jours et qui représente « notre » nation). Ainsi, nous sommes rappelés de manière quotidienne que nous vivons « chez-nous », dans notre « précieuse » nation. La nationalité n'est pas un concept exotique, mais est au contraire au fondement de notre vie quotidienne, présente aussi bien dans la structure du discours médiatique que dans les drapeaux sur les bâtiments publics.

Le concept de nationalisme banal a connu une grande postérité (Fox et van Ginderachter, 2018 ; Koch et Paasi, 2016 ; Skey et Antonsich, 2017), quoique limitée dans le monde francophone (Martigny, 2010 ; Duchesne, 2019). Elle va prendre deux formes principales (Duchesne, 2019 ; Fox et van Ginderachter, 2018) : l'étude des phénomènes de signalement (« *flagging* ») de la nation et celle des manifestations quotidiennes et ordinaires de la nation (« *everyday nationhood* » ou « *everyday nationalism* »). Alors que la première renvoie aux processus non conscients de « rappel » de la nation, sous une forme essentiellement descendante, la seconde forme étudie les manifestations conscientes de nationalisme dans la vie de tous les jours, au niveau donc le plus local (Skey et Antonsich, 2017). Les auteurs de ce second courant, qui s'éloigne partiellement des thèses de Billig, rappellent que les gens « ordinaires » ne sont pas seulement des réceptacles, mais aussi des participants actifs dans la production et reproduction quotidienne de la nation (Edensor, 2002 ; Fox et Miller-Idriss, 2008). Ce phénomène s'expliquerait notamment par un besoin ontologique de sécurité, octroyant aux individus « ordinaires » la capacité de « catégoriser, de donner du sens et d'agir dans ce qui sans cela pourrait apparaître comme un monde écrasant, incertain et parfois effrayant » (Skey, 2011, p. 6). Ce qui renvoie à la dimension cognitive du nationalisme explorée par Rogers Brubaker (2009).

Même si Michael Billig n'aborde pas la dimension subétatique, nous proposons l'hypothèse que le même processus est à l'œuvre au niveau régional, comme l'ont par exemple mis en évidence Alex Law pour l'Écosse (2001) et Kathryn Crameri (2000) pour la Catalogne (qui n'utilisent toutefois pas le concept de « régionalisme banal »).

L'application de ce concept à une nation sans État, à une région, expliquent-ils, doit être faite en gardant à l'esprit que le « régionalisme banal » s'inscrit dans un contexte où existe déjà le « nationalisme banal » exprimé au niveau de l'État. Les deux expressions peuvent se retrouver dans le même média et se nuancer mutuellement, voire se révéler mutuellement. Ainsi, le nationalisme banal écossais en Écosse apparaît plus explicite (moins « banal » donc au final) que le nationalisme banal britannique en Angleterre voire même en Écosse (Law, 2001). De même, en Catalogne (Crameri, 2000), le nationalisme banal catalan apparaît en compétition avec le nationalisme banal espagnol, les deux se révélant mutuellement par contraste. Exprimé notamment par les institutions catalanes, le nationalisme banal catalan participerait toutefois à « refroidir » le nationalisme catalan « passionné » qui existait dans les années 1970.

Ce concept de « régionalisme banal » est donc heuristique. Quels sont les éléments inscrivant banalement la région dans la vie quotidienne, et même dans le discours et la cognition, de nos acteurs ? Pour comprendre la production et surtout la reproduction de nos trois régions, nous serons vigilants vis-à-vis des éléments d'apparence insignifiante que sont les deixis de la région. Nous serons attentifs à tous les éléments inscrivant inconsciemment une particularité régionale dans les pratiques de nos acteurs.

Éléments théoriques pour une approche cognitive du régionalisme

Après avoir suggéré quelques pistes théoriques pour élargir nos réponses au « comment ? » et au « qui ? » du régionalisme, nous souhaitons aussi élargir la réponse à la question « pourquoi ? » : pourquoi adopter un discours ou des éléments idéologiques « régionalistes » ? L'hypothèse de ce livre est que la région peut être un outil cognitif pour appréhender le « réel » par un prisme territorial, en l'occurrence la région. C'est ce que nous appelons une approche cognitive du régionalisme.

Pour une approche cognitive

La qualification de « cognitif » pour décrire un travail scientifique renvoie à des disciplines et des approches très diverses et disparates. Les sciences cognitives au sens large, qui se développent à partir des années 1950-1960, sont ces sciences qui « ont pour objet de décrire, d'expliquer et, le cas échéant, de simuler les principales dispositions et capacités de l'esprit humain – langage, raisonnement, perception, coordination motrice, planification... » (Vignaux, 1991, p. 7). Ce qui réunit ces recherches, c'est donc une interrogation sur nos façons de réfléchir, d'appréhender le monde.

Ainsi, pour les psychologues cognitifs, l'organisme (consciemment et inconsciemment) sélectionne toute information dans l'environnement et la traite pour en construire une représentation interne, lui permettant de régler ses conduites sur ses représentations. La cognition s'inscrit dans le cadre de l'histoire sociale de l'individu (éducation, socialisation, etc.), qui lui donne des bases et des outils pour son travail cognitif (le langage n'étant pas le moindre de ces outils), mais aussi cadre et crée des limites à la cognition. La cognition est en effet notamment façonnée par les formes d'argumentation et de raisonnement acceptables (légitimes) dans une culture donnée (Resnick, 1991).

Si les approches cognitives sont particulièrement développées dans le domaine de la psychologie ou de la linguistique, elles ont aussi fortement imprégné les sciences sociales, et notamment la sociologie (Lahire et Rosenthal, 2008 ; Boudon, Bouvier et Chazel, 1997). Toute une approche, influencée par, voire inscrite dans, le modèle du choix rationnel, utilise le terme de cognitif pour renvoyer essentiellement à l'activité intellectuelle rationnelle. Ainsi, pour Boudon, l'acteur déterminerait ses choix avant tout sur la base d'une « théorie » plus ou moins explicite,

dont il est convaincu de la validité, et non pour des raisons éthiques ou utilitaires (Boudon, 1986 et 1990 ; Cuin, 2005).

Toutefois, cette focalisation sur la rationalité peut être profondément trompeuse dès lors qu'elle semble extraire l'acteur de sa société (et de ses règles et normes) et de son histoire (éducation, socialisation, etc.). Les « bonnes raisons » que l'acteur a de croire ce qu'il croit suffisent-elles à expliquer qu'il agisse en fonction de ce qu'il croit ? (Cuin, 2005, p. 563). Le refus de Boudon d'introduire dans l'explication ce qu'il appelle des « boîtes noires » – et il y inclut la socialisation par exemple – aboutit sur une impasse. L'échec de sa théorie révèle que l'individu quelconque, idéal-typique, n'existe pas : il n'existe que des individus socialisés (Lannoy, 2000).

L'approche cognitive de Bourdieu insiste au contraire sur la socialisation des individus. Le concept d'*habitus* est au cœur de sa théorie, qu'il définit comme un système de « *dispositions* durables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principe de génération et de structuration de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement « réglées » et « régulières » sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles » (Bourdieu, 1972, p. 175). Ainsi, il démontre que le goût « suppose un acte de connaissance, une opération de déchiffrement, de décodage, qui implique la mise en œuvre d'un patrimoine cognitif, d'une compétence culturelle » (Bourdieu, 1979, p. iii). Globalement, suggère Bourdieu, « les agents sociaux construisent le monde social à travers des structures cognitives [...] susceptibles d'être appliquées à toutes les choses du monde et, en particulier, aux structures sociales » (Bourdieu, 1993, p. 58).

L'*habitus* est d'abord un produit, de l'institution scolaire tout particulièrement, et de la socialisation, plus généralement, qui inscrivent dans l'individu un ensemble de dispositions, de schèmes d'action ou de perception. Mais l'*habitus* est aussi producteur, structurant nos pratiques de manière souple, à l'instar d'une « grammaire génératrice » des conduites, d'une grille d'interprétation pour agir dans le monde social. Il ne s'agit donc en rien d'un conditionnement, mais au contraire d'un générateur de sens. Enfin, si l'*habitus* est à l'origine de la structure de pensée et d'action de chaque individu, elle l'inscrit en même temps dans un groupe social, d'individus ayant vécu une socialisation similaire, et partageant donc des similitudes de pensée, d'émotion et d'action (Bourdieu, 1979).

En science politique, c'est dans le domaine de l'analyse des politiques publiques qu'une approche cognitive a eu le plus de succès. En effet, depuis une trentaine d'années, s'y est développé un courant d'analyse cognitive des politiques publiques, qui s'efforce d'appréhender les politiques publiques comme des matrices cognitives et normatives constituant des systèmes d'interprétation du réel, au sein desquels les différents acteurs publics et privés pourront inscrire leur action. Le point commun de ces travaux, menés notamment, en France, par Bruno Jobert et Pierre Muller (Jobert et Muller, 1987 ; Jobert, 1994 ; Muller, 2000), a été d'établir l'importance des dynamiques de construction sociale de la réalité dans la détermination des cadres et des pratiques socialement légitimes à un instant précis.

Ces approches cognitives reposent fondamentalement sur le rôle essentiel joué par des matrices cognitives (expression générique qui regroupe les paradigmes, les systèmes de croyance et les référentiels) et sur la conviction qu'il existe des valeurs et des principes généraux qui définissent « une vision du monde » particulière, elle-même définissant le champ des possibles et du dicible (Muller et Surel, 1998).

Le processus de construction d'une matrice cognitive est un processus de pouvoir par lequel un acteur fait valoir et affirme ses intérêts propres. Elle alimente tout à la fois un processus de prise de parole (production de sens) et un processus de prise de pouvoir (structuration d'un champ de force) [Muller et Surel, 1998]. Ainsi, l'approche cognitive s'attache à dépasser le dilemme du déterminisme et du volontarisme en proposant une grille d'analyse qui combine une certaine forme de déterminisme structurel (les acteurs politiques ne sont pas totalement libres de leurs choix) et une certaine forme de volontarisme (l'action politique n'est pas totalement déterminée par les structures). L'approche cognitive vise donc à analyser le politique comme un vaste processus d'interprétation du monde, au cours duquel, peu à peu, une vision du monde va s'imposer, être acceptée, puis reconnue comme « vraie » par la majorité des acteurs d'un secteur, parce qu'elle leur permet de comprendre les transformations de leur environnement, en leur offrant un ensemble de relations et d'interprétations causales qui leur permet de décoder, de décrypter les événements auxquels ils sont confrontés.

Le régionalisme comme cadre cognitif : prendre le discours au sérieux

L'approche cognitive n'est pas complètement absente des travaux sur le régionalisme et le nationalisme. Ainsi, Suzanne Berger évoque l'émergence d'une « nouvelle carte cognitive » (Berger, 1977, p. 164) à la fin des années 1960 en Bretagne pour suggérer l'ouverture des syndicats, et plus particulièrement du syndicalisme agricole, à la rhétorique régionaliste. En 1980, Pierre Bourdieu affirme quant à lui que « le discours régionaliste est un discours performatif, visant à imposer comme légitime une nouvelle définition des frontières et à faire connaître et reconnaître la région ainsi délimitée contre la définition dominante et méconnue comme telle, donc reconnue et légitime, qui l'ignore » (Bourdieu, 1980, p. 66). Le discours régionaliste, par un « acte de catégorisation », de « magie sociale », en mettant en avant « de nouveaux principes de di-vision », peut donc contribuer à produire ce qu'apparemment elle décrit (*ibid.*, p. 65). Stuart Hall propose que « la nation n'est pas seulement une entité politique mais également quelque chose qui produit du sens – un système de représentations culturelles » (Hall, 1992, p. 292). De même, pour David McCrone, « l'«Écosse» est avant tout un ensemble de significations, tout comme l'Angleterre, la France, l'Allemagne, etc. Beaucoup dépend de qui réussit à imposer sa définition » (McCrone, 1992, p. 32). Enfin, pour Michael Keating, « la culture nationale procure des symboles identitaires pour la communauté. Elle soutient un ensemble de valeurs sociales qui peut promouvoir le consensus et poser les limites du débat et de la division

politique. Elle procure un moyen de communication de même que des moyens d'interprétation de la réalité sociale » (Keating, 1996, p. 9). Michael Keating suggère donc d'analyser le nationalisme, et plus largement l'identité territoriale, non plus comme un problème mais comme un outil. Il ajoute dans un autre ouvrage que le territoire régional peut même être appréhendé comme un « cadre de perception », un « facteur médiateur » par le biais duquel les autres facteurs, tels que les questions sociales, sont perçus et prennent sens (Keating, 1998, p. 5).

Rogers Brubaker est toutefois le premier chercheur à vouloir développer une approche explicitement cognitiviste du nationalisme (Brubaker, Loveman et Stamatov, 2004 ; Brubaker, 2009). Affirmant qu'il existe un tournant cognitif naissant, quoique largement implicite, dans les études sur l'ethnicité, notamment à travers les travaux sur la « catégorisation » et la « classification », il propose de le systématiser.

Pour Brubaker et ses collègues, l'ethnicité n'est pas une chose *dans* le monde, mais une perspective *sur* le monde (Brubaker, Loveman et Stamatov, 2004, p. 32). Elle n'existe que par et à travers nos perceptions, interprétations, classifications, catégorisations et identifications : elle n'est pas une réalité ontologique mais épistémologique. L'ethnicité, la nation et la race sont donc des moyens de regarder le monde, de se comprendre et de s'identifier soi-même, de faire sens de ses problèmes, d'identifier ses intérêts et d'orienter son action. « Ce sont des matrices pour représenter et organiser les connaissances sociales, des cadres pour articuler les comparaisons et explications sociales, et des filtres qui façonnent ce qui est remarqué ou inaperçu, pertinent ou non-pertinent, souvenu ou oublié » (*ibid.*, p. 47).

L'approche cognitiviste, inscrite dans la perspective constructiviste, permet toutefois d'en éviter les dérives instrumentalistes. En effet, la recherche sur la cognition démontre que celle-ci est largement non-consciente, plutôt que délibérée et contrôlée. Elle permet également d'en nuancer les dérives élitistes en se concentrant sur les « gens ordinaires ». Mais l'approche cognitiviste reste sociologique : la cognition est un processus social et non individuel. Elle garde également une forte dimension politique, en ne négligeant pas la capacité de l'État à imposer des « principes de vision et de division » du monde (Brubaker, 2009, s'inspirant de Bourdieu).

Globalement, notre propos s'inscrit dans les principes de cette approche cognitiviste dessinée par Brubaker, en l'appliquant au régionalisme. Cette approche peut toutefois s'enrichir de toute une tradition qui abordait la nation comme imaginaire (Anderson, 2002 ; Balakrishnan, 1996) ou comme discours (Finlayson, 1998 ; Cabrera-Varela, 1992 ; Wodak *et al.*, 1999 ; de Cilia, Reisigl et Wodak, 1999). Ainsi, Alan Finlayson propose de considérer la nation comme une forme de « théorie du social » qui articule des définitions de la société et du peuple pour définir la spécificité des habitants d'un territoire donné. Le nationalisme serait donc un système de signification qui, conjugué à d'autres éléments idéologiques (conservatisme, libéralisme, socialisme, etc.), viserait à naturaliser, rendre invisible, une certaine vision de la société (Finlayson, 1998). De même, Ruth Wodak et son équipe, en se concentrant sur plusieurs niveaux de discours, conceptualisent et

identifient les diverses macro-stratégies utilisées dans la construction des identités nationales, qui prennent des formes différentes en fonction du public. La nation est pour eux un « système de représentations culturelles », et l'identité nationale un « habitus », dont ils dissèquent les composantes linguistiques, soulignant, à l'instar de Billig, que l'identité nationale, l'imaginaire national, peuvent s'observer dans la structure même du discours. Pour ces auteurs, « la nation est une communauté symbolique construite discursivement » que les gens utilisent pour donner du sens à leur monde social (de Cilia, Reisigl et Wodak, 1999, p. 155).

Le régionalisme en interaction : les approches cognitives des mouvements sociaux

L'approche cognitive a eu un impact profond dans l'étude des mouvements sociaux avec la théorie des *frames* ou « cadres de l'action collective ». Cet axe d'analyse des mouvements sociaux (Snow *et al.*, 1986; Benford et Snow, 2000) s'intéresse au travail politique qui consiste à donner un sens à la réalité, par le biais d'un travail de cadrage idéologique (ou *framing process*), c'est-à-dire d'un effort stratégique conscient de la part de groupes de personnes visant à mobiliser, sélectionner, présenter d'une certaine façon, des idées et des significations pour former une compréhension partagée du monde et d'eux-mêmes qui légitime et motive l'action collective. L'objectif est de mobiliser au maximum les soutiens et de démobiliser, délégitimer, au maximum les antagonistes, les adversaires.

Cette approche suggère qu'« une des fonctions des mouvements sociaux [...] est de fournir des cadrages alternatifs à ce qui semblait auparavant relever de l'ordre de la malchance ou de la fatalité, en le transformant en injustice sociale ou en transgression morale qui appelle l'action » (Snow, 2001, p. 35). Les mouvements sociaux ne sont pas seulement des porteurs neutres d'idéologies préexistantes ; au contraire, ils participent à la production de sens, en étendant voire transformant d'anciennes visions du monde, et en proposant donc de nouvelles façons d'appréhender cognitivement le monde (Snow et Benford, 1992). Dans cette perspective, les mouvements sociaux sont des acteurs cognitifs.

Hank Johnston (1991) a utilisé cette approche pour comprendre la dynamique catalaniste des années 1960-1979. Par une approche microsociologique, il s'intéresse à la production, diffusion et interprétation d'une culture commune de résistance au franquisme en Catalogne sur une base catalaniste progressiste, qu'il qualifie de « cadre cardinal » (*master frame*). Il démontre que ce cadre cardinal résulte de la fusion au cours des années 1955-1965 (donc juste avant le réveil militant des années 1965-1975) de trois dynamiques différentes issues de mouvances opposées au cours des années 1930 : un néomarxisme critique, démocratique et catalaniste ; une église catholique, influencée notamment par Vatican II, qui s'investit sur les questions de justice sociale et de droit des minorités ; et un nationalisme traditionnel qui se redéfinit dans une opposition absolue au franquisme sur une base civique, intégratrice, et favorable aux revendications ouvrières. Ce cadre cardinal réussit à réunir aussi bien la bourgeoisie libérale catalane que les ouvriers issus de

l'émigration et les classes moyennes d'obédience catholique en créant un langage commun à toute l'opposition (contrairement à ce qui s'est passé au Pays basque par exemple). Dès 1969 est créée une organisation unitaire de l'opposition catalane (alors qu'il faut attendre 1974 pour le reste de l'Espagne). La théorie des cadres lui permet donc d'analyser les sources du succès catalaniste, le travail de cadrage ici préparant le succès de la mobilisation, et permet aussi de comprendre le succès catalaniste de la transition, tout particulièrement à gauche, dans le contexte d'un prolétariat pourtant largement d'origine non catalane.

Ramón Máiz également intègre avec succès cet outil pour analyser la genèse des identités nationales, en soulignant que la nation serait le résultat d'un processus d'alignement de cadres. La stratégie de cadrage nationaliste emploierait pour ce faire trois procédés principaux : 1) un appel à des faits objectifs (sélectionnés et accentués) visant à prouver que la question nationale serait l'expression d'un grief réel ; 2) un appel à une responsabilité morale qui rallie une audience autour de valeurs et principes déplorant la situation sombre actuelle de la nation ; 3) la propagation d'un style de pensée qui postule la nation comme seul cadre d'une existence individuelle authentique (Máiz, 2003a). Ces cadres ne seraient toutefois pas statiques, mais réélaborés et bricolés par chaque génération, qui produirait chacune sa « carte cognitive de la nation » (Máiz, 2003b).

Les archives au prisme du comparatif

Pour tester nos hypothèses – 1) la région est un outil cognitif visant à appréhender sur une base territoriale régionale les questions sociales et politiques ; et 2) la région est une construction polycentrée, dont la mouvance régionaliste/nationaliste régionale n'a pas le monopole – nous nous proposons de comparer l'élaboration d'un discours régional dans la gauche extraparlamentaire non nationaliste dans trois régions dans trois États différents : la Bretagne, l'Écosse et la Galice. Nous nous focaliserons sur le tournant des années 1970 (la période 1968-1981) pour essayer d'aller à la source de l'appropriation de la thématique et de la dimension régionale par les gauches, en tous cas sous la forme que nous lui connaissons aujourd'hui.

Trois régions dans trois États : la comparaison comme méthode

La comparaison permet de mettre à distance sa propre réalité régionale en découvrant un nouveau terrain et une nouvelle littérature (et donc de nouvelles façons d'appréhender la question qu'on se pose). Ce qui amène à porter un regard « autre » sur la société dont on est issu, en questionnant notamment des éléments qui pouvaient paraître « évidents » d'un point de vue strictement interne. Comme le soulignait déjà Durkheim, la démarche comparative, par la multiplication des cas qu'elle suppose, permet également une validation (ou une invalidation) empiriquement fondée d'hypothèses théoriques générales.

La comparaison n'est pas une description de terrains juxtaposés ; elle vise plus ambitieusement à l'explication par éclairage respectif des terrains.

Nous comparons ici trois régions (Bretagne, Écosse et Galice) dans trois États (Espagne, France et Royaume-Uni). Ces trois États se caractérisaient dans les années 1960 par leur caractère unitaire et centralisé. Les trois régions, périphériques et sur la façade atlantique de leurs États respectifs, font partie des régions d'Europe à forte identité, où existe un mouvement régionaliste pérenne et des velléités affirmées d'un renforcement du pouvoir régional.

Tableau 1. – La comparabilité des trois régions (années 1970).

	Bretagne	Écosse	Galice	Commentaires
Taille	34 023 km ²	78 772 km ²	29 574 km ²	Poids plus important de l'Écosse mais globalement comparable
Population	3 702 032 (1982)	5 100 000 (1981)	2 753 836 (1981)	
Géographie	Façade atlantique de l'Europe (centre)	Façade atlantique de l'Europe (nord)	Façade atlantique de l'Europe (sud)	Comparable
Histoire	1532 : Union de la Bretagne à la France 1790 : Division de la Bretagne en cinq départements	1707 : Union de l'Écosse à l'Angleterre	1126 : Intégration définitive de la Galice dans le royaume de Léon-et-Castille 1833 : Division de la Galice en quatre provinces	
Institutions	1956 : Institution d'une région de programme (sans la Loire-Atlantique) 1972 : La Bretagne devient un Établissement public régional	1885 : Mise en place du Scottish Office	Aucune réalité institutionnelle	Seules la Bretagne et l'Écosse ont une existence administrative
Économie (% de la population active occupée) :				L'Écosse a une structure économique radicalement différente
Secteur primaire	1962 : 40,52 % 1982 : 15,50 %	1961 : 10 % 1981 : 4 %	1960 : 67,74 % 1981 : 49,6 %	
Secteur secondaire	1962 : 29,64 % 1982 : 29,68 %	1961 : 57 % 1981 : 45 %	1960 : 16,1 % 1981 : 27,44 %	
Secteur tertiaire	1962 : 29,84 % 1982 : 54,80 %	1961 : 26 % 1981 : 43 %	1960 : 16,16 % 1981 : 23,96 %	

	Bretagne	Écosse	Galice	Commentaires
Culture	Langues : breton (langue celtique; 600 000 locuteurs en 1983), gallo (langue d'oïl), français Division linguistique et culturelle entre Haute (est, gallésante) et Basse (ouest, bretonnante) Bretagne	Langues : gaélique (langue celtique; 82 000 locuteurs en 1981), scots (langue germanique), anglais Division géographique, linguistique et culturelle entre les Highlands (nord-ouest, 4 % de la population sur la moitié du territoire) et les Lowlands	Langues : galicien (langue romane comprise par l'immense majorité de la population), espagnol Pas de division culturelle fondamentale	
Religion	Catholique	Calviniste	Catholique	
État	La droite est au pouvoir pendant toute la période	Alternance entre les Travaillistes (1964-1970; 1974-1979) et les Conservateurs (1970-1974; à partir de 1979)	Dictature jusqu'en 1975 puis transition démocratique. À la mort de Franco le chef de l'État est Juan Carlos 1 ^{er} . Les présidents du gouvernement sont de droite jusqu'en 1982	La Galice se distingue fortement
Politique (élections législatives)	Rapport moyen de 2/3 pour la droite, 1/3 pour la gauche (1 député de gauche sur 33 en 1968, 8 sur 33 en 1978, mais 19 sur 33 en 1981) Régionalisme marginal électoralement (l'UDB recueille entre 2 et 5 % des suffrages en moyenne là où elle se présente)	Domination de la gauche (entre 36 et 44 % des voix pour les travaillistes au cours de la décennie, mais entre 40 et 44 députés sur 71) Régionalisme non négligeable, notamment à partir de 1974 (30,4 % des voix et 11 députés pour le SNP en octobre 1974)	Domination forte de la droite (24 députés sur 27 en 1977) Régionalisme faible électoralement (6,72 % des voix en 1977)	L'Écosse se distingue fortement des deux autres régions

Source : réalisation de l'auteur.

Vu que notre projet était d'interroger la dimension territoriale des mouvements sociaux, nous sommes partis de trois mouvements ouvriers marquants quasi contemporains : la grève du Joint français à Saint-Brieuc en mars-mai 1972; les luttes de Ferrol et Vigo en 1972; le *work-in* de Upper Clyde Shipbuilders (UCS) à Glasgow en 1971-1972.

Le travail en archives et l'intérêt du recul historique

Notre deuxième parti pris méthodologique a été celui du recul historique. Pour mieux couper avec nos représentations et notre inscription dans une société, il nous a en effet paru intéressant de travailler sur une époque que nous n'avons pas vécue, en l'occurrence la décennie qui a suivi Mai 68. La focalisation sur la décennie des années 1970 est toutefois, bien entendu, bien plus qu'une stratégie méthodologique. Nous souhaitons nous intéresser aux sources de l'appropriation de la question régionale par les gauches dans nos trois régions, qui semble avoir eu lieu dans les trois pays au tournant des années 1970.

Notre hypothèse de départ était que la révolte estudiantine autour de Mai 68 et les luttes ouvrières de 1971-1972 avaient constitué un choc cognitif permettant aux gauches une prise de distance par rapport à leurs dogmes idéologiques, et notamment par rapport à leur étatisme, leur unitarisme et leur centralisme. Il nous fallait pour cela nous intéresser à ces mouvements sociaux, les contextualiser, et nous attarder sur leurs acteurs. Par souci de comparabilité, nous nous sommes concentrés dans chaque région sur un syndicat et un parti politique, dont nous avons constaté à chaque fois le rôle essentiel dans les luttes sociales des années 1968-1972.

Pour la Galice le choix fut simple. Jusqu'à la transition démocratique, deux acteurs ont joué un rôle déterminant, liés l'un à l'autre : le Partido Comunista Galego (PCG), structure galicienne du Parti communiste espagnol (PCE), et le syndicat des Comisiones Obreiras (CCOO), largement contrôlé par le PCG. Jusqu'en 1972, leur rôle dans les mouvements sociaux est même quasi hégémonique, avant que ne se renforce la mouvance nationaliste (avec l'Unión do Povo Galego – UPG – tout particulièrement) et l'extrême gauche. Le Parti socialiste ouvrier espagnol (Partido Socialista Obrero Español – PSOE) quant à lui ne redevient un acteur politique réel en Galice qu'au moment de la transition démocratique (à partir de 1975-1977).

Pour l'Écosse, le mouvement syndical est uni au sein du Scottish Trade Union Congress (STUC), acteur central dans la société écossaise, et dans tous les mouvements sociaux, et dont l'étude allait de soi. Pour ce qui concerne le parti politique, nous avons décidé de nous concentrer sur le Parti communiste (Communist Party of Great-Britain – CPGB), dont le poids électoral était négligeable, mais dont les militants avaient un rôle déterminant en Écosse (bastion du parti) aussi bien au sein du STUC (à commencer par Jimmy Milne, son secrétaire général entre 1975 et 1986, qui était membre du CPGB) que dans les luttes ouvrières (les principaux leaders de la lutte ouvrière de UCS étaient membres du CPGB) [Aitken, 1997]. Le CPGB se convertit en outre à la cause dévotionniste bien avant le Parti travailliste.

Pour la Bretagne enfin, nous avons décidé de nous concentrer sur la Confédération française démocratique du travail (CFDT), syndicat de référence des luttes de la période en Bretagne (et tout particulièrement de la grève du Joint français en 1972) et dominant dans la région. Nous nous sommes également

concentrés sur le Parti socialiste unifié (PSU), particulièrement en phase avec les mouvements sociaux de la décennie (et tout particulièrement la grève du Joint français, qui a lieu à Saint-Brieuc, principale mairie PSU de Bretagne), particulièrement en phase également avec la CFDT entre 1968 et 1974 (un nombre important de dirigeants du syndicat sont membres du PSU et réciproquement). Jusqu'en 1972-1974, le PSU est en outre le principal parti socialiste en Bretagne, avant que le PS ne devienne hégémonique à partir de 1974 (mais en ayant incorporé une bonne partie des réseaux PSU entre-temps) [Kernalegenn *et al.*, 2010].

Notre travail de terrain a visé à un dépouillement exhaustif des archives disponibles. En Galice, nous avons tout particulièrement bénéficié des archives de la Fundación 10 de Marzo, à Saint-Jacques-de-Compostelle, centre d'archives des CCOO de Galice. Leur fond est quasi exhaustif pour ce qui concerne l'histoire des CCOO, mais aussi du PCG (dans la limite de ce qui a pu être conservé dans un contexte de dictature). Il est constitué essentiellement des dépôts des archives d'anciens responsables et militants des CCOO, qui étaient également pour la plupart membres du PCG.

En Écosse, nous avons passé l'essentiel de notre temps au sein du centre d'archives de la Caledonian University (Glasgow). Les archives du STUC y sont en effet déposées, de même que celles du CPGB en Écosse, et de nombre de structures d'extrême gauche. Les archives du CPGB sont essentiellement disponibles au sein du Fond d'archives Willie Thompson, du Fond du Comité écossais du CPGB et (pour les documents publiés) de la Gallacher Memorial Library. Nous avons complété ce travail par les archives de l'université de Glasgow, qui contiennent un fond exceptionnel sur le *work-in* de UCS, rassemblé par Hay et Woolfson. Mentionnons enfin notre passage par la National Library of Scotland, qui contient partiellement les archives du Scottish Labour Party (scission « nationaliste » du Parti travailliste), du National Union of Mineworkers (Scotland) et de plusieurs structures écologistes.

Pour ce qui est de la Bretagne, les archives étaient plus dispersées. Les archives de la CFDT des Côtes-du-Nord sont disponibles aux archives départementales des Côtes d'Armor (AD22), avec notamment un fond particulièrement intéressant pour étudier la grève du Joint français. Les archives de la CFDT d'Ille-et-Vilaine sont également disponibles aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine (AD35). Les archives de l'Union régionale de la CFDT-Bretagne ont été plus difficiles d'accès, vu que nous les avons trouvées dans le grenier de l'Union locale CFDT de Fougères, non classées et encore moins triées. Les archives du PSU sont encore plus dispersées : nous avons consulté le Fond du PSU des Côtes-du-Nord aux AD22, le Fonds du PSU d'Ille-et-Vilaine aux AD35, de même que les fonds de plusieurs militants au Centre d'histoire du travail de Nantes (concernant essentiellement donc la Loire-Atlantique). Nous avons en outre eu accès aux archives très fournies de deux militants : Jean-Louis Griveau (Finistère) et Denez L'Hostis (Loire-Atlantique tout particulièrement, avec notamment des archives très intéressantes sur la question des minorités nationales).

Nous avons complété ce travail en archives par une dizaine d'entretiens dans chacune des trois régions, de responsables des deux structures étudiées, et de militants des mouvements sociaux sur lesquels nous avons focalisé notre attention. Ces entretiens, sous une forme semi-directive, visaient à mieux contextualiser les archives que nous avons étudiées, à confronter nos hypothèses aux acteurs de la période, et plus globalement à comprendre la logique à l'œuvre dans les structures étudiées, notamment par rapport à la question régionale. Ces entretiens ont été essentiels à notre compréhension de la décennie et nous ont certainement évité de réaliser des contresens. L'enquête orale permet en effet de pénétrer dans des sphères et des lieux sociaux inaccessibles à la seule information écrite.

Notre analyse proprement dite, toutefois, s'est focalisée sur les documents d'archives. Si nous avons essayé de consulter tout ce qui était disponible pour avoir une vision d'ensemble, nous appuierons pour l'essentiel nos analyses sur des textes « légitimes » et/ou publics : résolutions de congrès, textes écrits par des dirigeants, articles de journaux, etc. Si les textes « internes » sont nécessaires pour comprendre l'émergence des textes « externes », en comprendre la logique, les tensions cachées ou révélées, les hétérodoxies acceptables ou non, ce sont les textes externes qui reflètent la position assumée et officielle d'une organisation.

Plan de l'ouvrage

Pour appréhender la dimension cognitive du régionalisme et en analyser les acteurs nous procéderons en trois temps. Chaque partie sera structurée autour d'un « niveau » de cognition.

Dans une première partie, nous nous attacherons à donner à voir la construction d'un cadre cognitif structurant au niveau des États (chapitre I) et des régions (chapitre II). Il s'agira d'analyser la structure du discours dominant (que nous appellerons *doxa*) concernant la question nationale pour donner à voir l'horizon des possibles cognitifs dans lequel s'inscrivent nos acteurs à l'aube des années 1970. Nous donnerons à voir aussi bien le travail de sédimentation qui aboutit à l'émergence d'un rapport particulier entre l'État et la nation en France, Espagne et Royaume-Uni, et à l'institutionnalisation différenciée de la Bretagne, de la Galice et de l'Écosse, que les hétérodoxies, les contestations de ces constructions à vocation hégémonique. Il s'agira donc de voir quelle est la structure des opportunités idéologiques dans nos trois espaces.

Dans une seconde partie nous nous pencherons sur les deux chocs cognitifs qu'ont constitués les années 1968 et 1972. Le chapitre III s'attachera à comprendre les modalités d'une ouverture de la structure des opportunités idéologiques dans les années 1968 qui a plusieurs dimensions. 1968 s'inscrit dans un contexte de modernisation et de changements socio-économiques rapides et profonds. Résultat mais aussi catalyseur d'un bouleversement culturel, Mai 68 modifie le champ des possibles cognitifs. D'autant plus que, des luttes de décolonisation au réveil des revendications identitaires, 1968 se trouve en plein renouveau culturel et politique de l'affirmation des minorités. Le chapitre IV analysera

ensuite le tournant des luttes sociales régionalisées de 1971-1972 : la grève du Joint français à Saint-Brieuc et les luttes de l'année 1972 en Bretagne ; la vague de contestation ouvrière en Galice la même année, tout particulièrement à Ferrol et à Vigo ; le *work-in* de l'Upper Clyde Shipbuilders en Écosse (1971-1972). En utilisant les approches cognitives des mouvements sociaux, et notamment la théorie des cadres de l'expérience, nous essayerons de comprendre l'impact de luttes ouvrières sur la question régionale et verrons le mouvement social comme un moment de construction régionale.

Dans une troisième partie enfin, nous aborderons la question des gauches et du territoire régional au cours des années 1970 en développant l'hypothèse de la région comme outil cognitif. Nous aborderons successivement chaque région. Le chapitre v étudiera l'invention d'un nouvel imaginaire de la région en Bretagne au sein du PSU et de la CFDT. Le chapitre vi verra comment la région a pu être mise au service de l'opposition au franquisme en Galice par le PCG et les CCOO. Le chapitre vii enfin, en se penchant sur le CPGB et le STUC, abordera le rôle légitimant de la région et l'investissement de la gauche en faveur de la Dévolution.